

**FIDA****FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE****Conseil d'administration - Soixante-cinquième session**

Rome, 2-3 décembre 1998

DOCUMENTS DIRECTIFS PRÉVUS

1. Après avoir examiné le document intitulé "Formulation de politiques opérationnelles" (EB 96/57/R.31) à sa cinquième-septième session tenue en avril 1996, le Conseil d'administration a approuvé un processus systématique pour la formulation de politiques générales visant à orienter l'évolution des opérations de terrain financées par des prêts ou des dons du FIDA. En prenant cette décision, le Conseil a tenu compte des articles 3 et 53 des Principes et critères en matière de prêts, qui prévoient que le Fonds fera un nouvel examen desdits principes et critères à une date ultérieure, à la lumière de l'expérience acquise, et sur la recommandation de l'équipe chargée de l'Évaluation externe rapide, selon laquelle "s'il veut exercer des effets multiplicateurs... le Fonds doit créer des liaisons stratégiques... et ne pas s'en remettre aux aléas...".

2. Suite à la décision du Conseil d'administration, le FIDA a élaboré des documents directifs sur les questions opérationnelles suivantes: "Période d'exécution des projets et clôture des prêts"; "Politique générale du FIDA relative à la gestion des partenariats avec les pays ayant des arriérés"; et "Participation proposée du Fonds à l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés (PPTE): Plan directeur du FIDA"; "Jonction entre le redressement au sortir d'une crise et le développement à long terme: cadre directeur du FIDA"; "Mécanisme flexible de financement"; enfin, "Principes fondamentaux et stratégie du FIDA en matière de financement sous forme de dons". Le Conseil d'administration a approuvé à diverses sessions tous ces documents, à l'exception du dernier qui est encore à l'examen.

3. Le processus d'élaboration et d'approbation des divers documents directifs qui est exposé dans le document EB 96/57/R.31 a été complété par des séminaires informels organisés avec des administrateurs avant les sessions officielles au cours desquelles le Conseil d'administration a examiné les documents. Le Fonds a ainsi pu associer les administrateurs à la formulation initiale des principes directeurs de façon à perfectionner les politiques élaborées et à enrichir les débats. Il continuera d'avoir recours à ce processus.



4. Pour 1999, il est prévu de faire participer le Conseil d'administration à l'articulation des éléments ci-après du cadre directeur évolutif du FIDA:

a) **Cadre stratégique de pays, gestion des partenariats stratégiques et cofinancement.** Le Fonds s'efforce de répondre plus systématiquement à la nécessité de renforcer le caractère stratégique de ses opérations, de constituer des alliances plus solides et de mobiliser davantage de ressources financières pour lutter contre la pauvreté rurale. On présentera dans ce document les instruments et les méthodes utilisés par le FIDA pour mettre au point des cadres stratégiques de pays; les modalités de création et de maintien de partenariats stratégiques au niveau des pays; enfin, les efforts déployés pour mobiliser des moyens des cofinancements sous diverses formes en faveur de projets précis financés par le FIDA; on exposera notamment les actions entreprises antérieurement et leurs résultats, les obstacles et les difficultés rencontrés, les répercussions pour le Fonds et les perspectives d'avenir.

b) **Approche des services financiers ruraux adoptée par le FIDA.** Le Fonds considère les services financiers (notamment à l'échelon des membres) comme un instrument essentiel pour l'élimination durable de la pauvreté rurale, en liaison avec d'autres services non financiers commerciaux destinés aux micro-entreprises, notamment agricoles. Avec une large gamme d'alliés stratégiques, le Fonds a apporté une contribution notable à l'élaboration de nouveaux modèles institutionnels tenant compte de la problématique hommes-femmes dans des secteurs financiers en évolution rapide de toutes les régions du monde. Il s'est aussi associé à la mise au point de divers modèles importants de financement rural. Le document tentera de faire le bilan de l'expérience que le FIDA et d'autres institutions ont acquise en appliquant toute une série de modèles de financement rural dans différents environnements financiers, et d'identifier les éléments et les conditions d'une réussite durable et de possibilités de reproduction ainsi que les risques d'échec. L'analyse sera effectuée à différents niveaux: micro, institution et macro, et permettra de dégager les orientations que le FIDA et ses partenaires pourraient suivre à l'avenir.

5. Au cours de sessions antérieures, le Conseil d'administration a suggéré que d'autres questions importantes de politique opérationnelle soient traitées dans des documents directifs (par exemple, la bonne conduite des affaires, les dépenses renouvelables et les coûts locaux). Ces études seront entreprises au cours des prochaines années à l'issue d'échanges de vues plus approfondis avec les administrateurs au sujet de la nature et de la portée des documents.

6. Le Conseil d'administration est invité à prendre note des documents directifs prévus pour 1999 et à donner de nouvelles directives concernant l'orientation de ces politiques générales.